

Brochure n° 3107

Accords collectifs nationaux
BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS
(7^e édition. – Juillet 2003)

AVENANT N° 37 DU 22 DÉCEMBRE 2005
PORTANT MODIFICATION DE LA NOTION D'AYANT DROIT
NOR : ASET0650432M

Entre :

La confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment (CAPEB) ;

La fédération française du bâtiment (FFB) ;

La fédération française des installateurs électriciens (FFIE) ;

La fédération nationale des travaux publics (FNTP) ;

La fédération nationale des sociétés coopératives de production du bâtiment et des travaux publics et des activités annexes et connexes (FNSCOP),

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

La fédération BATIMAT-TP CFTC ;

La fédération nationale des salariés de la construction CGT ;

La fédération générale Force ouvrière du bâtiment et des travaux publics et ses activités annexes CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 8 de la section 2 « Dispositions générales relatives aux garanties » du titre I^{er} « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ouvriers », figurant en première partie « Règlement des régimes

de prévoyance » de l'annexe III « Règlements des régimes de BTP-Prévoyance, catégorie ouvriers » à l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, est remplacé par l'article suivant :

Article 8

Notion d'ayant droit

8.1. Notion de conjoint du participant

A la date du décès du participant, est considéré comme conjoint :

- la personne ayant un lien matrimonial en cours avec celui-ci ;
- la personne liée au participant par un pacte civil de solidarité (PACS), si elle ne bénéficie pas d'avantages de même nature de la part d'un régime de prévoyance au titre d'une autre personne que le participant ;
- le concubin si :
 - le concubinage est notoire et constant, il a duré au moins 5 ans sans lien matrimonial ou de PACS de part et d'autre, et il est justifié d'un domicile commun durant cette période ;
 - le concubin ne bénéficie pas d'avantages de même nature de la part d'un régime de prévoyance au titre d'une autre personne que le participant.

8.2. Notion d'enfant à charge

Sont considérés comme à charge les enfants du participant :

- âgés de moins de 18 ans ;
- âgés de 18 à moins de 25 ans, célibataires, n'exerçant pas d'activité régulière rémunérée, qui sont :
 - soit étudiants, affiliés au régime étudiant de la sécurité sociale ;
 - soit apprentis ;
 - soit demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE et non indemnisés par le régime ASSEDIC ;
- reconnus atteints, avant 21 ans, d'une invalidité au sens de la législation sociale, sans discontinuité.

Sont également considérés comme enfants à charge :

- les enfants du conjoint répondant aux critères ci-avant et à charge fiscale du participant ;
- les enfants du participant nés viables, moins de 300 jours après le décès de ce dernier.

Article 2

L'article 16 « Capital décès » de la section III « Dispositions spécifiques aux garanties » du titre I^{er} « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ouvriers », figurant en première partie « Règlement des régimes de prévoyance » de l'annexe III « Règlements des régimes de BTP-Prévoyance catégorie ouvriers », à l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, est modifié comme suit :

- les points référencés « 1 », « 2 », « 3 » changent de référencement pour devenir respectivement « 16.1 », « 16.2 », « 16.3 » ;

- le texte de l'article 16.2 « Décès du conjoint du participant quelle qu'en soit la cause » est remplacé par le texte suivant :

« En cas de décès du conjoint du participant, il est versé un capital-décès à chaque enfant du participant qui est orphelin de père et mère si les conditions suivantes sont simultanément remplies :

- le décès de conjoint doit survenir postérieurement au décès du participant ;
- le décès du conjoint doit survenir avant la date théorique de mise à la retraite du participant ;
- le conjoint du participant ne s'est pas remarié et n'a pas conclu un PACS postérieurement au décès du participant ;
- l'orphelin de père et de mère doit être à charge à la date où survient le décès du conjoint participant ;
- les ayants droit du participant ont ouvert droit au capital-décès en vertu du paragraphe 16.1 précédent.

Ce capital-décès est égal à 250 SR. »

Article 3

L'article 17 « Rente au conjoint survivant » de la section 3 « Dispositions spécifiques aux garanties » du titre I^{er} « Régime de base obligatoire, régime national de prévoyance des ouvriers », figurant en première partie « Règlement des régimes de prévoyance » de l'annexe III « Règlements des régimes de BTP-Prévoyance, catégorie ouvriers » à l'accord collectif national du 31 juillet 1968 instituant le régime national de prévoyance des ouvriers du bâtiment et des travaux publics, est modifié comme suit :

- les points référencés « 1 », « 2 », « 3 », « 4 », « 5 » changent de référencement pour devenir respectivement « 17.1 », « 17.2 », « 17.3 », « 17.4 », « 17.5 » ;
- au premier paragraphe de l'article 17.2, « 50^e anniversaire » est remplacé par « 55^e anniversaire » ;
- la dernière phrase de l'article 17.4 est remplacée par la phrase suivante :
« Ces rentes seront supprimées en cas de remariage, de conclusion d'un PACS ou de décès du conjoint survivant. » ;
- la dernière phrase de l'article 17.5 est remplacée par la phrase suivante :
« Les modalités visées au paragraphe 17.4 ci-dessus s'appliquent. »

Article 4

Les dispositions du présent avenant prendront effet le 1^{er} janvier 2006.

Article 5

Le texte du présent avenant sera déposé en nombre d'exemplaires suffisants à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et au secrétariat-greffe du conseil des prud'hommes de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail.

Article 6

Les parties signataires demanderont l'extension du présent avenant auprès du ministère des affaires sociales, du travail et de la solidarité.

Fait à Paris, le 22 décembre 2005.

(Suivent les signatures.)